



CTSD du 4 Octobre 2013

Déclaration des syndicats de la FSU

Après la loi de refondation de l'Ecole, les nécessaires créations de postes et le début de rétablissement de la formation initiale, il y a peu de changement dans le quotidien des personnels à cette rentrée.

Les créations de postes ont été largement absorbées par la hausse démographique et les situations d'urgence à régler dans les écoles comme dans les établissements. Le problème lié aux effectifs par classe et aux conditions de travail (postes morcelés, non pourvus, manque chronique de remplaçants) n'est pas résolu. La question des pratiques professionnelles, de l'accompagnement et de la formation continue restent cruciales. Les attentes sont fortes et les chantiers ouverts par le Ministre devront y répondre.

La FSU continue de porter son projet éducatif pour la réussite de tous. La qualité du temps éducatif pour les élèves de la maternelle au lycée, les conditions d'apprentissage et les exigences en termes de contenus sont nos priorités. Comme le sont dans le même temps celles d'amélioration des conditions de travail des personnels.

Dans le premier degré : rythmes, programmes, dispositifs « plus de maîtres que de classes » et « moins de trois ans », réalité de la priorité au primaire sont autant de chantiers très attendus. Sur la question des rythmes scolaires, une réécriture du décret est nécessaire. Outre la mise en place chaotique de la réforme, elle pose la place du périscolaire et la question de la confusion des missions que nous pouvons constater sur le terrain.

Localement, et concernant les documents que nous avons reçus, nous regrettons l'absence de données précises sur les SEGPA qui nous permettent un travail plus fin. Dans le même temps nous rappelons notre demande d'obtenir les effectifs par divisions dans les lycées de Dordogne.

Notre fédération interviendra à plusieurs voix.

Encore une fois, pour nous enseignants et représentants du personnel premier degré, ce CT s'ouvre avec le sentiment qu'il existe une grande défiance de l'administration à l'égard de la profession .

Depuis le début de l'année scolaire, de nombreuses décisions lourdes de conséquences pour les écoles et les personnels, auraient pu être évitées avec plus de confiance et moins de précipitation. Dans le cadre de la carte scolaire, la lecture des documents confirme que les remontées de nos collègues étaient dans tous les cas bien plus précises que celles de l'INSEE. Leur prise en compte aurait pu permettre des déblocages beaucoup moins tardifs et même éviter la « fermeture réouverture » de l'école de Simeyrols avec la désorganisation qu'elle a entraînée.

Mais la liste ne s'arrête malheureusement pas là.

Les consultations précipitées se multiplient :

- les assises de l'éducation prioritaire : l'organisation des transports scolaires empêche un certain nombre de nos collègues de Dordogne de se réunir sur leur temps de travail devant élèves comme c'est prévu partout en France
- la consultation sur les programmes : des heures sont à prendre sur les concertations et sur les animations pédagogiques qui ne sont pas extensibles et restent pour la majorité des collègues le seul moment de formation. Le SNUipp-FSU avait demandé une journée banalisée pour permettre une réelle réflexion aux collègues.

- la généralisation des rythmes : les conseils d'écoles doivent être consultés avant le 15 novembre alors qu'ils ne sont pas encore constitués.

Quelle sera la qualité des remontées dans ces conditions ?

Pour nos collègues, l'année commence, hélas, comme les onze précédentes. Manque d'information, des enquêtes qui se multiplient, des délais qui se raccourcissent. Retenons trois exemples :

- la mise en place d'Ecolia sans aucune information aux collègues directeurs
- le calendrier scolaire où jusqu'à hier, aucun collègue ne pouvaient expliquer quelle journée devait être rattrapée.
- la situation des titulaires mobiles qui reçoivent des PV d'installation alors qu'ils n'ont pas changé de poste. Ce cas, explique très bien la situation actuelle. Que vos logiciels envoient automatiquement des PV d'installation soit : mais qu'aucune information garantissant le paiement de l'ISSR ne les accompagne, accentue encore ce sentiment de défiance. Nous vous demandons donc d'adresser officiellement, à chaque collègue qui reçoit un PV d'installation un courrier lui garantissant le paiement de l'ISSR pour ses remplacements. Dans l'attente nous avons dit à nos collègues de ne rien signer.

Le SNUipp-FSU24 souhaite donc pour cette nouvelle année scolaire :

- que nos collègues puissent retravailler dans une confiance réciproque avec l'administration ;
- que nous prenions le temps de travailler correctement à la Refondation de l'École.

Pour le second degré les chiffres de ce bilan de rentrée présentent de faibles variations par rapport à 2012: 573,65 heures en plus dans la dotation mais 223 élèves supplémentaires, essentiellement en lycée(+220), un H/E qui passe de 1,26 à 1,28. Après des années de destruction massive de postes , on doit prendre acte qu'il y a un effort pour maintenir voire améliorer légèrement les dotations .

Pourtant les personnels ne verront pas d'amélioration de leurs conditions de travail cette année encore : les classes à effectifs surchargés resteront la règle comme le montre le E/D qui passe de 24 à 24,1 et comme on le voit dans le document *E/D collèges* où les divisions à 30 élèves restent trop nombreuses et pas seulement dans les établissements de centre ville...D'autre part les réformes largement contestées restent en place : socle et compétences au collège, lycée Chatel , affaiblissement de la voie technologique...rien de tout cela n'est remis en cause .

L'amélioration de la dotation est en partie assurée par l'utilisation comme moyens d'enseignement des stagiaires dont le nombre dans notre département est en forte augmentation : la décharge de 3 heures ne permet pas à ces jeunes collègues de travailler dans des conditions sereines ni de prendre le temps de mener une réflexion sur leur pratique professionnelle.

Par ailleurs le maintien du gel du point d'indice, le nouveau projet de réforme des retraites s'inscrivant dans la continuité des politiques précédentes entretiennent colère et scepticisme des personnels quant à une réelle volonté de changement.

Enfin le SNES Dordogne réaffirme ses critiques vis-à-vis de la Quinzaine de l'Orientation : nous ne pouvons accepter que l'Education Nationale confie à une société privée, Studyrama, et à une association proche des milieux patronaux, le Rotary-Club, l'organisation de manifestations engageant le service public.

Pour les Lycées Professionnels et les SEP, nous constatons une dotation horaire en baisse (-28.43 heures), alors que les effectifs élèves sont en évolution positive significative (+37). D'où l'incompréhension d'une perte sèche de 3 postes de PLP.

Vos prévisions d'effectifs en Bac Professionnel parfois très en dessous de la réalité constatée à la rentrée et base de calcul du volume horaire complémentaire donnent certainement des

explications.

Prévoir 18 élèves dans une classe de Bac Pro alors que l'effectif réel à la rentrée est de 24, ampute la dotation horaire de 3 heures et demie et prive ainsi nos élèves les plus en difficultés de dédoublements qui leur seraient pourtant bénéfiques.

Ces exemples sont malheureusement nombreux, c'est pourquoi nous demandons que les moyens manquants soient attribués.

Sur le champ spécifique de l'EPS, 3 éléments viennent percuter cette rentrée.

La mise en place de la réforme des Rythmes scolaires dans le premier degré, révèle le manque crucial d'installations sportives, puisque sur Périgueux cela ampute plusieurs créneaux d'utilisation de gymnases jusqu'alors dévolus aux collèges et lycées de la ville. Ainsi des activités péri-scolaires se voient prioritaires au regard d'un enseignement obligatoire. Il grand temps qu'enfin les différents responsables administratifs et politiques assument pleinement leurs responsabilités.

Par ailleurs en cette rentrée plusieurs collègues nous ont alertés concernant leurs chefs d'établissements qui refuseraient la présidence de l'AS (près de 10 établissements seraient concernés)

La réponse faite par le ministère aux problématiques qu'ils soulèvent est pourtant claire.

Quel jeu jouent ils ? Osez-vous leur rappeler leurs missions ?

Concernant maintenant, le bilan de cette rentrée au regard de l'affectation des personnels, nous constatons que la non prise en compte de nos propositions quant au support poste possible à induit l'effet contraire à l'argument que vous évoquiez.

Alors que vous aviez à votre disposition un nombre conséquent d'enseignants d'EPS, la non ouverture de support plein entraîne l'affectation sur des BMP de TZR qui de fait ne pourront assurer de remplacement sur les heures restantes. Pour assurer ces remplacements vous devrez donc employer à nouveau des précaires. Où est donc l'économie présentée ?

Pour la FSU Dordogne,
Le secrétariat.